

<http://ugtg.org/spip.php?article1095>



# Lettre ouverte du LKP aux maires de Guadeloupe

- Dossier spécial LKP - Expressions -



Date de mise en ligne mardi 22 septembre 2009

---

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

---

Pointe à Pitre, le 11 septembre 2009

**Objet : Demande de rendez-vous**

Madame, Monsieur le maire,

Depuis le 20 janvier 2009, le peuple guadeloupéen, dans toutes ses composantes, a entamé un mouvement général pour lutter contre les pwofitasyon de toutes sortes qui prévalent dans notre pays.

Cette lutte s'est soldée par deux accords principaux :

- l'Accord Interprofessionnel BINO, en date du 26 février 2009, accordant une augmentation de 200Euros aux bas salaires,
- l'Accord du 4 mars 2009 où 165 point ont été actés,

Si certaines revendications ont reçu une application immédiate, d'autres auraient dû faire l'objet de négociations ultérieures. En tout cas, le comité de suivi, prévu à l'article 165, aurait du débattre des difficultés d'application ou d'interprétation qui se posent.

Plutôt que cela, ces accords ne sont pas respectés, et pire, l'Etat principalement renie ses engagements.

Nous assistons à une véritable reprise en main et à une ré-installation de la pwofitasyon, malgré les rapports des Commissions Parlementaires et de la Haute Autorité de la Concurrence qui donnent raison au LKP sur les constats qu'il avait réalisés.

Vous comprendrez qu'une telle situation ne peut perdurer, nous ne l'acceptons pas.

Trop de fierté trop d'engagement, trop d'espoir se sont manifestés à l'occasion de ces 44 jours de mobilisation pour que nous puissions observer, sans mot dire, que les mêmes ré-installent leur « commerce » de la Pwofitasyon.

Nous souhaitons donc en discuter avec votre Conseil Municipal et sollicitons une audience en ce sens.

Nous pensons très sincèrement que les élus de proximité que vous êtes ne peuvent rester sans réaction face à ce mépris et ce non respect des engagements, négociés et signés après un mouvement de l'ampleur de celui que nous avons connu.

Tout comme nous, votre responsabilité d'élus et de responsables politique nous oblige à en débattre.

Kenbé fò

Pou LIYANNAJ KONT PWOFITASYON

Le Porte-Parole,

Elie DOMOTA